

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1920.

Proposition de loi organisant le district métropolitain de Bruxelles.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi dont nous saisissons le Parlement est sortie des délibérations d'une commission intercommunale, constituée à l'initiative du Conseil communal de Saint-Gilles et dans laquelle toutes les communes de l'agglomération bruxelloise étaient représentées par trois délégués.

* * *

La caractéristique du projet, ce qui le différencie des propositions qui, depuis 1833, furent successivement soumises au Parlement ou tout au moins à l'opinion publique, c'est qu'il n'est pas inspiré par l'intérêt local de telle ou telle partie de l'agglomération, mais par les intérêts communs de tout le vaste ensemble urbain que constituent les 16 communes dont les bourgmestres se réunissent périodiquement en conférence officielle.

Il n'en pouvait être autrement, puisque l'assemblée qui l'a préparé compte des représentants de toutes les communes-faubourgs, des plus riches comme des plus pauvres, de celles dont le territoire, entièrement bâti, est aussi peuplé que la capitale et de celles qui possèdent encore de vastes territoires à mettre en valeur, voire même encore consacrés pour de longues années à la culture.

* * *

Jusqu'ici, il n'a guère été parlé de l'organisation administrative de l'agglomération, mais uniquement de l'annexion des faubourgs à la ville de Bruxelles.

La réunion de toute l'agglomération en une seule commune paraît devoir mettre en péril l'autonomie communale. On conçoit difficilement qu'un

gouvernement quel qu'il soit, consente à laisser au magistrat d'une capitale de près d'un millions d'habitants (le septième de la population totale du pays), les pouvoirs considérables que notre tradition nationale accorde à l'autorité communale. Nous aurions à redouter l'institution sous une forme ou sous une autre, d'un préfet de police, fonctionnaire d'État tenant en tutelle l'administration élue de la cité.

Nous ne pouvons donc nous rallier à l'idée de fusionner, en une seule commune, les seize cités qui constituent aujourd'hui l'agglomération et auxquelles viendront se joindre demain d'autres communes qui se développent déjà à côté du groupement urbain central.

Mais nous sommes frappés par contre de voir combien se multiplient, depuis quelques années, les organismes intercommunaux créés pour des objets spéciaux et que gèrent en commun, au mieux des intérêts de tous, des délégués des diverses administrations locales.

*
* * *

Ces considérations nous ont amenés à préconiser l'adoption d'un système fédératif analogue à celui de la ville de Londres, où l'on a renoncé à la centralisation pour organiser 28 communes autonomes, auxquelles se superpose un Conseil commun chargé de traiter ce qui est d'intérêt métropolitain.

Nous constatons qu'à côté des questions d'intérêt communal, qui existent dans les communes de l'agglomération bruxelloise comme dans toutes les autres communes du pays, la contiguïté des territoires bâtis, la communauté de vie sociale, économique et intellectuelle, la similitude des besoins ont fait naître une série de questions d'intérêt intercommunal, pour lesquelles il n'existe point, dans nos lois, d'organe administratif.

Cet organe, nous le créons, sous la forme d'un Conseil métropolitain, formé de délégués des Conseils communaux et fonctionnant lui-même comme un Conseil communal commun à l'agglomération, mais n'ayant pour attributions que ce qui est d'intérêt intercommunal.

Nous permettons que le domaine de son activité s'accroisse, s'il est utile, par délégations successives des Conseils communaux et nous prévoyons la possibilité de venir à bout des résistances égoïstes d'une minorité particulariste.

A cet organisme commun nous donnons comme ressources des contributions à payer par les différentes communes en proportion de leur richesse, c'est-à-dire de leur capacité fiscale, créant ainsi pour tout ce qui est d'intérêt commun, la solidarité économique des communes agglomérées et obligeant les plus riches à payer plus que les pauvres. Nous permettons, en outre, au Conseil métropolitain de se créer, s'il est nécessaire, des ressources directes, par la perception de taxes spéciales.

Nous prévoyons le mode de règlement de conflits éventuels, soit entre les communes, soit entre l'organisme central et une commune.

Enfin, nous envisageons l'avenir : le développement de l'agglomération urbaine n'est pas arrivé à son terme. Demain, d'autres communes, limi-

trophes du district, deviendront urbaines à leur tour. Il ne faudra pas pour leur permettre de participer à la vie de la cité, mettre en mouvement l'appareil législatif puisqu'il ne s'agira pas de modifier des limites territoriales, et si le district et la commune voisine sont d'accord, un simple arrêté royal suffira à consacrer cet accord et à faire entrer le nouveau faubourg dans l'organisation métropolitaine.

Le texte que nous avons élaboré nous paraît avoir une qualité essentielle. C'est qu'il crée une organisation souple, perfectible et progressive et permet de résoudre ainsi définitivement le problème qui se pose non seulement à Bruxelles, mais dans une série de villes de Belgique.

Si les appréhensions que nous éprouvons à l'égard d'une centralisation trop complète sont vaines, si à l'expérience on constate que la bureaucratie n'administre pas plus mal que les conseils élus, si les quartiers excentriques ne sont pas trop négligés, si un courant réel vers l'unité administrative se remarque dans le corps électoral et dicte sa volonté aux élus, la voie est ouverte. Une à une les attributions des Conseils communaux passeront au Conseil de district, et les premiers se verront bientôt réduits au rôle de Collèges électoraux du second degré, que l'on supprimera si on les juge inutiles.

Mais si, au contraire, on constate que bien des choses doivent être gérées ou administrées localement, si même on en vient à trouver pratique de confier aux Conseils locaux le soin d'assurer l'application, dans les différents domaines, de dispositions générales arrêtées par le Conseil de district, on sera heureux de n'avoir pas fait table rase d'une organisation séculaire, qui a fait la grandeur des communes belges, qui a joué dans notre histoire un rôle de tout premier plan et qui, hier encore, au cours de la guerre mondiale, a fourni à notre population, écrasée sous le joug de l'occupant, les foyers de résistances patriotiques qui lui ont permis de garder la fière attitude dont on nous félicite à juste titre.

XAVIER DEBUE.



(4)

PROPOSITION DE LOI

organisant le district métropolitain
de Bruxelles.

CHAPITRE PREMIER.

Constitution et organisation.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Anderlecht, Auderghem, Bruxelles, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Lambert forment, à dater de la mise en vigueur de la présente loi, le district métropolitain de Bruxelles.

D'autres communes, limitrophes à celles qui constituent le district, pourront y être incorporées par arrêté royal pris de l'avis conforme du conseil communal de la commune en cause et du conseil métropolitain du district.

ART. 2.

Le conseil du district a le titre de conseil métropolitain. Il est composé des délégués choisis dans leur sein par les conseils communaux des communes du district, proportionnellement à la population de celles-ci, telle qu'elle est déterminée par le dernier recensement décennal.

Il y aura un délégué par 15,000 habitants ou par fraction supérieure à 7,500.

WETSVOORSTEL

tot inrichting van het metropolitaansch
district van Brussel.

EERSTE HOOFDSTUK.

Oprichting en inrichting.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeenten Anderlecht, Auderghem, Brussel, Etterbeek, Vorst, Elsene, Sint-Pieters-Jette, Koekelberg, Laken, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Noode, Schaarbeek, Ukkel, Watermael-Boschvoorde en Sint-Lambrechts-Woluwe maken, vanaf het in werking treden dezer wet, het metropolitaansch district van Brussel uit.

Andere gemeenten, grenzende aan die welke het district uitmaken, kunnen met deze vereenigd worden bij koninklijk besluit genomen op eensluidend advies van den gemeenteraad der betrokken gemeente en van den metropolitaanschen districtsraad.

ART. 2.

De districtsraad draagt den naam van metropolitaanschen raad. Hij is samengesteld uit afgevaardigden, gekozen door de gemeenteraden der gemeenten van het district onder hunne leden, in verhouding tot hare bevolking vastgesteld bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling.

Er is één afgevaardigde per 15,000 inwoners of per breuk van meer dan 7,500.

Toute commune a droit à un délégué au moins.

La durée du mandat des délégués au conseil métropolitain est la moitié de la durée du mandat du conseiller communal.

Les délégués du conseil métropolitain ont des suppléants.

ART. 3.

Les élections pour la constitution du conseil métropolitain ont lieu le second dimanche qui suit l'entrée en fonction des conseils communaux, totalement ou partiellement renouvelés.

Les dispositions du Code électoral relatives à la représentation proportionnelle et à l'appareillement des listes et des candidatures isolées pour les élections législatives sont applicables aux élections du Conseil métropolitain.

Un arrêté royal réglera les détails d'organisation des élections. Il suivra, autant que faire se peut, les dispositions du Code électoral.

ART. 4.

Le Bourgmestre de Bruxelles préside de droit le Conseil métropolitain; il prend le titre de premier bourgmestre. Il n'a voix délibérative que s'il est élu comme délégué. Le Conseil métropolitain nomme, suivant les règles de la loi communale, des échevins qui prennent le titre d'échevins du district. Le nombre des échevins est fixé par arrêté royal; il ne peut être inférieur à cinq.

Elke gemeente heeft recht op ten minste éénen afgevaardigde.

De duur van het mandaat der afgevaardigden bij den metropolitaanschen raad bedraagt de helft van den duur van het mandaat van gemeenteraadslid.

De afgevaardigden bij den metropolitaanschen raad hebben plaatsvervangers.

ART. 3.

Tot de verkiezingen voor het aanstellen van den metropolitaanschen raad wordt overgegaan op den tweeden Zondag na het in bediening treden van de geheel of gedeeltelijk herkozen gemeenteraden.

De bepalingen van het Kieswetboek betreffende de evenredige tegenwoordiging en de groepeerings der lijsten en afzonderlijke candidaturen voor de Kamerverkiezingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor den metropolitaanschen raad.

Een koninklijk besluit regelt de wijzen waarop de verkiezingen plaats hebben. Het past, zooveel mogelijk, de bepalingen van het Kieswetboek toe.

ART. 4.

De burgemeester van Brussel is van rechtswege voorzitter van den metropolitaanschen raad; hij draagt den naam van eersten burgemeester. Hij heeft alleen dan beraadslagende stem wanneer hij als afgevaardigde verkozen is. De metropolitaansche raad benoemt, overeenkomstig de voorschriften van de gemeentewet, schepenen die den naam dragen van schepenen van het district. Het

Le Conseil métropolitain nomme un secrétaire du district.

Le premier Bourgmestre, les Echevins du district et le secrétaire du district forment le Collège du district qui exerce, en ce qui concerne les attributions du Conseil métropolitain, les mêmes fonctions que les Collèges échevinaux des communes.

ART. 5.

Les dispositions des articles 60 à 74 inclus de la loi communale sont applicables aux réunions du conseil métropolitain.

CHAPITRE II.

Attributions.

ART. 6.

Le Conseil métropolitain a pour attributions essentielles :

1° La gestion des régies et des services publics des distributions d'eau, de gaz et d'électricité;

2° La bienfaisance publique;

3° Les travaux publics qui s'étendent sur le territoire de plusieurs communes du district;

4° L'organisation d'un service de secours en cas d'incendie ou de sinistre;

5° Tout ce qui est relatif à l'administration du port de Bruxelles, y compris les règlements de police;

getal schepenen wordt bij koninklijk besluit bepaald; er moeten ten minste vijf schepenen zijn.

De metropolitaansche raad benoemt eenen secretaris van het district.

De eerste burgemeester, de schepenen en de secretaris van het district maken het college van het district uit; dit college is, ten aanzien van de bevoegdheden van den metropolitaanschen raad, belast met dezelfde werkzaamheden als de schepencolleges van de gemeenten.

ART. 5.

De bepalingen van de artikelen 60 tot en met 74 der gemeentewet zijn van toepassing op de vergaderingen van den metropolitaanschen raad.

HOOFDSTUK II.

Bevoegdheden.

ART. 6.

Tot de hoofdzakelijke bevoegdheden van den metropolitaanschen raad behooren :

1° Het beheer der gemeentebedrijven en der openbare diensten van water-, gas- en electriciteitsvoorziening;

2° De openbare weldadigheid;

3° De openbare werken die zich uitstrekken tot het grondgebied van verscheidene gemeenten van het district;

4° De inrichting van een dienst voor hulp bij brand of bij ongevallen;

5° Al wat betreft het beheer der haven van Brussel met inbegrip van de bijzondere politiereglementen;

6° Les règlements de police en matière de salubrité publique ;

7° L'administration des bâtiments affectés à des services qui s'étendent à plusieurs communes du district ;

8° Tout ce qui est relatif à l'organisation des transports en commun.

ART. 7.

Il peut être ajouté à ces attributions tous autres objets de la compétence des Conseils communaux, pourvu qu'il en soit décidé ainsi par les $\frac{2}{3}$ des Conseils communaux du district, représentant les $\frac{3}{4}$ de la population.

Des majorités égales peuvent restituer à la compétence des Conseils communaux des objets antérieurement confiés à la compétence du Conseil métropolitain.

ART. 8.

Le Conseil métropolitain statue par voie de dispositions réglementaires sur tous objets de sa compétence.

ART. 9.

Le Conseil métropolitain désigne son receveur général, ainsi que les chefs de service. Tous les autres fonctionnaires ou employés du district sont nommés par le Collège du district qui exerce le pouvoir disciplinaire dans les conditions prévues par la loi communale et qui a le droit de suspension et de révocation.

6° De politiereglementen in zake volksgezondheid ;

7° Het beheer van de gebouwen gebruikt voor diensten, die verscheidene gemeenten van het district omvatten ;

8° Al wat betreft de regeling van het gemeenschappelijk vervoer.

ART. 7.

Bij die bevoegdheden kunnen alle andere zaken gevoegd worden, welke tot de bevoegdheid der gemeenteraden behooren, mits aldus beslist wordt door twee derden van de gemeenteraden van het district, die drie vierden van de bevolking vertegenwoordigen.

Voor zaken, waarvoor vroeger bevoegdheid werd gegeven aan den metropolitaanschen raad, kan, op gelijke wijzen, opnieuw bevoegdheid gegeven worden aan de gemeenteraden.

ART. 8.

De metropolitaansche raad beslist, bij wijze van reglementsbepalingen, over alle zaken die tot zijne bevoegdheid behooren.

ART. 9.

De Metropolitaansche Raad benoemt zijnen algemeenen ontvanger, alsmede de dienstoversten. Al de overige ambtenaren of bedienden van het district worden benoemd door het college van het district, dat met de tuchtregeling is belast op de wijzen, voorzien bij de gemeentewet, en het recht van schorsing of van afzetting heeft.

ART. 10.

Le Conseil métropolitain peut faire des réglemens de police ; il en assure le respect par les mêmes sanctions pénales que les Conseils communaux. En cas d'opposition entre un règlement de police local et un règlement de police métropolitain, ce dernier est seul applicable.

La compétence des agents de la police des différentes communes du district s'étend à toute l'étendue de celui-ci.

ART. 11.

Le Conseil métropolitain organise un service de secours en cas d'incendie ou de sinistre.

La direction de ce service appartient au premier bourgmestre.

Les officiers du corps de pompiers armés sont nommés par le Roi sur triple liste de candidats désignés par le Collège du district.

ART. 12.

Le Conseil du district peut établir des services spéciaux et des régies industrielles. Chacun de ces services doit constituer une administration ne se confondant pas avec l'administration générale, avoir son budget et ses comptes séparés. La comptabilité de ces services est établie suivant les règles de la comptabilité commerciale; il est dressé à la fin de chaque année un bilan et un compte de profits et pertes pour chaque service dans lesquels sont portés les charges de la dette et les amortissemens industriels nécessaires.

ART. 10.

De metropolitaansche raad kan politiereglementen maken; hij doet deze naleven door dezelfde strafbepalingen als de gemeenteraden. Is er tegenspraak tusschen een plaatselijk politiereglement en een metropolitaansch politiereglement, dan is alleen dit laatste van toepassing.

De bevoegdheid van de politieagenten der verscheidene gemeenten van het district strekt zich tot geheel het gebied daarvan uit.

ART. 11.

De metropolitaansche raad richt een dienst in voor hulp bij brand of bij ongevallen.

De leiding van dezen dienst is aan den eersten burgemeester opgedragen.

De officieren van het korps der gewapende pompiers worden door den Koning benoemd uit eene lijst van drie kandidaten aangewezen door het college van het district

ART. 12.

De districtsraad kan bijzondere diensten en nijverheidsbedrijven tot stand brengen. Elke van die diensten moet een bestuur uitmaken, dat van het algemeen bestuur is gescheiden, en zijne eigen begrootingen en rekeningen hebben. Van deze diensten wordt boek gehouden volgens de voorschriften der handelsboekhouding; op het einde van elk jaar worden, voor elken dienst, eene balans en eene winst- en verliesrekening opgemaakt, waarin zijn opgenomen de lasten der schuld en de noodige industriele afschrijvingen.

Le solde net seul des comptes des services spéciaux est porté au budget général.

Les chefs des services spéciaux sont nommés par le Conseil métropolitain sur une liste double de candidats dressée par le Collège du district.

La haute direction des services spéciaux appartient au Collège du district et spécialement à un ou plusieurs de ses membres désignés par ledit Collège.

Le Conseil métropolitain nomme pour chaque service spécial une commission de surveillance et de contrôle composée de six membres et présidée par un des membres du Collège du district désigné par celui-ci.

Ces membres sont nommés pour un an.

Les services spéciaux métropolitains ne peuvent porter atteinte aux droits acquis appartenant aux communes du ressort du district qui exploitent des services semblables.

Le district peut reprendre les services communaux existants, de commun accord avec les communes intéressées; à défaut d'accord, les conditions de la reprise sont fixées par la Députation permanente du Conseil provincial, sauf recours au Roi.

ART. 13.

Le Conseil Métropolitain peut créer des établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement technique spécialisés.

Alleen het zuiver saldo van de rekeningen der bijzondere diensten wordt in de algemeene begrooting opgenomen.

De hoofden van de bijzondere diensten worden door den metropolitaanschen raad benoemd uit eene lijst van twee kandidaten, opge maakt door het college van het district.

De hooge leiding van de bijzondere diensten wordt toevertrouwd aan het college van het district en bijzonder aan een of meer zijner leden, door gezegd college aangewezen.

De metropolitaansche raad benoemt voor elken bijzonderen dienst eene commissie van toezicht en contrôle, bestaande uit zes leden en voorgezeten door een der leden van het college van het district, door dit college aangewezen.

Die leden worden benoemd voor een jaar.

De metropolitaansche bijzondere diensten mogen de verworven rechten niet schaden van de gemeenten van het districtsgebied, die soortgelijke diensten in bedrijf nemen.

Het district kan de bestaande gemeentediensten overnemen in onderling overleg met de betrokken gemeenten; is men het niet eens, dan worden de voorwaarden der overneming bepaald door de Bestendige Deputatie van den Provinciaalen Raad, behoudens beroep bij den Koning.

ART. 13.

De metropolitaansche raad kan instellingen van hooger onderwijs en technisch onderwijs voor bijzondere vakken tot stand brengen.

ART. 14.

Le Conseil métropolitain a, en ce qui concerne les travaux intéressant plusieurs communes du district, la compétence attribuée au conseil provincial par l'art. 79 de la loi provinciale.

CHAPITRE III**Des finances.****ART. 15.**

Le Conseil Métropolitain vote son budget des recettes et des dépenses et approuve le compte de gestion.

Il inscrit à son budget les contributions matriculaires des communes du district déterminées comme il est dit ci-après.

ART. 16.

Les dépenses des services qui intéressent toutes les communes du district sont supportées par elles proportionnellement à leurs ressources.

Le Conseil Métropolitain détermine le montant annuel des contributions matriculaires.

ART. 17.

Les ressources des communes, au point de vue de la fixation des contributions matriculaires, sont déterminées par le montant des contributions directes au profit de l'État et de la province, dues pour l'exercice budgétaire antérieur par l'ensemble des habitants de la commune.

ART. 14.

In zake werken, die verscheidene gemeenten van het district aanbelangen, wordt aan den metropolitaanschen raad de bevoegdheid gegeven, welke door artikel 79 van de provinciale wet aan den Provincialen Raad is toegekend.

HOOFDSTUK III.**Financiën.****ART. 15.**

De metropolitaansche raad stelt zijne begrooting der ontvangsten en uitgaven vast en keurt de rekening van beheer goed.

In zijne begrooting neemt hij de matriculaire bijdragen der gemeenten van het district op, zooals die hierna zijn bepaald.

ART. 16.

De uitgaven van de diensten, die al de gemeenten van het district aanbelangen, worden door haar gedragen naar evenredigheid van hunne geldmiddelen.

De metropolitaansche raad stelt het jaarlijksch bedrag van de matriculaire bedragen vast.

ART. 17.

De geldmiddelen der gemeenten, ten aanzien van de bepaling der matriculaire bijdragen worden, vastgesteld door het bedrag van de rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat en van de provincie, door de inwoners der gemeente gezamenlijk verschuldigd voor het vorig begrootingsjaar.

ART. 18.

La commune qui n'admet pas sa contribution matriculaire a recours à la Députation permanente et au Roi.

Le Conseil Métropolitain a recours au Roi contre la décision de la Députation permanente.

ART. 19.

Les contributions matriculaires constituent, pour les communes du district, des dépenses obligatoires qui peuvent, éventuellement, être portées d'office au budget communal par la Députation permanente.

ART. 20.

Le Conseil métropolitain peut établir des impôts et des taxes, sous l'approbation de la Députation permanente et du Roi, suivant les distinctions établies par la loi communale.

ART. 21.

Le Conseil métropolitain peut contracter, dans les mêmes conditions que les communes, des emprunts destinés soit à l'organisation de services publics communaux, soit à l'exécution des travaux publics.

Il porte à son budget ordinaire les sommes nécessaires au paiement de l'intérêt et à l'amortissement des dits emprunts.

Toutefois, lorsque le Conseil métropolitain exécute des travaux qui n'intéressent que quelques-unes des

ART. 18.

De gemeente, die geen vrede heeft met hare matriculaire bijdrage, kan in beroep komen bij de Bestendige Deputatie en bij den Koning.

De metropolitaansche raad kan bij den Koning in beroep komen van de beslissing der Bestendige Deputatie.

ART. 19.

De matriculaire bijdragen zijn, voor de gemeenten van het district, verplichte uitgaven, welke, bij voorkomend geval, van rechtswege op de gemeentebegroting kunnen worden gebracht door de Bestendige Deputatie.

ART. 20.

De metropolitaansche raad kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie en den Koning, belastingen en heffingen vestigen volgens de onderscheidingen gemaakt door de gemeentewet.

ART. 21.

De metropolitaansche raad kan, onder dezelfde voorwaarden als de gemeenten, leeningen aangaan, die moeten dienen hetzij om openbare gemeentendiensten in te richten, hetzij om openbare werken uit te voeren.

In zijne gewone begroting voorziet hij de noodige sommen om den intrest dier leeningen te betalen en om ze af te lossen.

Echter kan de metropolitaansche raad, wanneer hij werken uitvoert, die slechts enkele gemeenten van

communes du district, il peut répartir tout ou partie de la charge des emprunts nécessaires entre les seules communes intéressées, sauf leur recours à la Députation permanente et au Roi.

ART. 22.

Les budgets et les comptes du district sont soumis à l'approbation de la Députation permanente.

CHAPITRE IV.

Relations avec les autres corps administratifs.

ART. 23.

Le Conseil métropolitain statue, sauf recours à la Députation permanente et au Roi, sur les conflits et contestations existant entre les communes du district. Il peut évoquer d'office le jugement de ces conflits et contestations.

ART. 24.

Tout conflit d'attribution entre le district métropolitain et les communes est tranché par la Députation permanente, sauf recours au Roi.

CHAPITRE V.

Établissements publics métropolitains.

ART. 25.

Le Conseil métropolitain constitue un Conseil général des Hospices et secours pour le district.

het district aanbelangen, den last van de noodige leeningen geheel of gedeeltelijk verdeelen onder de eenige betrokken gemeenten, behoudens beroep van deze bij de Bestendige Deputatie en bij den Koning.

ART. 22.

De begrootingen en de rekeningen van het district worden onderworpen aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie.

HOOFDSTUK IV.

Betrekkingen met de andere bestuursinstellingen.

ART. 23.

De metropolitaansche raad beslist, behoudens beroep bij de Bestendige Deputatie en den Koning, over de geschillen en betwistingen tusschen de gemeenten van het district. Hij kan het berechten van die geschillen en betwistingen van ambtswege aan zich trekken.

ART. 24.

Over een geschil omtrent de bevoegdheid tusschen het metropolitaansch district en de gemeenten wordt door de Bestendige Deputatie uitspraak gedaan behoudens beroep bij den Koning.

HOOFDSTUK V.

Metropolitaansche openbare instellingen.

ART. 25.

De metropolitaansche raad richt een Algemeenen Raad der Godshuizen en Onderstandsinstellingen op.

Tous les bureaux de bienfaisance et toutes les commissions des Hospices des communes du district sont dissous et leurs biens sont attribués au Conseil général du district.

Les membres du conseil général sont élus par le conseil métropolitain sur deux listes doubles présentées, l'une par le Conseil général, l'autre par le Collège du district. Lors de la première nomination, les candidats doivent être choisis parmi les membres des conseils des Hospices et des Bureaux de bienfaisance dissous.

ART. 26.

La surveillance du conseil général des Hospices et secours du district appartient au collège du district.

ART. 27.

Il doit être créé, dans chacune des communes du district, au moins un comité de bienfaisance composé de notables.

CHAPITRE VI.

Dispositions générales et transitoires

ART. 28.

Toutes les dispositions de la loi communale auxquelles il n'est pas

Al de bureelen van weldadigheid en al de commissiën van de Godshuizen der gemeenten van het district worden ontbonden en hunne goederen worden aan den algemeenen Raad van het district toegekend.

De leden van den Algemeenen raad worden door den metropoli-taanschen raad benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten elk, voorgedragen, de eene, door den algemeenen raad en, de tweede, door het college van het district. Bij de eerste benoeming moeten de kandidaten gekozen worden onder de leden van de commissiën der Godshuizen en van de Bureelen van Weldadigheid.

ART. 26.

Het toezicht op den algemeenen raad der Godshuizen en Onderstandsinstellingen van het district wordt door het College van het district uitgeoefend.

ART. 27.

In elke gemeente van het district moet ten minste één weldadigheidscomiteit tot stand gebracht worden; dit comiteit bestaat uit mannen van aanzien.

HOOFDSTUK VI.

Algemeene bepalingen en overgangsbepalingen.

ART. 28.

Al de bepalingen van de gemeen-tewet, waarvan niet uitdrukkelijk

expressément dérogé par la présente loi, sont applicables au district métropolitain.

ART. 29.

Tout règlement administratif local existant restera exécutoire jusqu'à la mise en vigueur d'un règlement métropolitain qui l'abroge.

ART. 50.

Les fonctionnaires, employés et agents des anciens bureaux de bienfaisance et administrations des hospices civils pourront, à leur choix, en raison de la suppression de leur emploi, bénéficier des lois et règlements qui régissent leurs droits à une pension de retraite ou obtenir du conseil général des hospices et secours un emploi équivalent en ce qui regarde le traitement et les avantages y attachés, à celui qu'ils occupaient.

Ledit conseil général aura la faculté d'accorder à ceux de ces agents qui auraient au moins 50 ans d'âge et 15 ans de service et qui auraient opté pour la mise à la retraite, un supplément de pension équivalent à la différence entre la pension de retraite qu'ils auraient obtenue en raison de la suppression de leur emploi et le montant de leur traitement au 1^{er} janvier de l'année de la mise en vigueur de la présente loi.

En cas d'affiliation à une caisse locale de pensions en faveur des veuves

wordt afgeweken door deze wet, zijn van toepassing op het metropoli-
taansch district.

ART. 29.

Elk bestaande plaatselijk bestuurs-
reglement blijft van kracht tot het in
werking treden van een metropoli-
taansch reglement, waardoor het
wordt ingetrokken.

ART. 50.

Wegens de afschaffing van hun
ambt kunnen de ambtenaren, be-
dienden en agenten van de vroe-
gere bureelen van weldadigheid en
besturen der Burgerlijke Gods-
huizen, naar zij verkiezen, ofwel
aanspraak maken op de wetten en
reglementen, die hunne rechten op
pensioen beheerschen, ofwel van
den algemeenen raad der Godshui-
zen en Onderstandsinstellingen eene
betrekking bekomen, welke, wat de
daaraan verbonden jaarwedde en
verdiens ten betreft, gelijkstaat met
het door hen bekleede ambt.

Aan diegenen der agenten, die ten
minste 50 jaar oud mochten zijn,
ten minste 15 jaren dienst tellen en
mochten verkiezen op pensioen ge-
steld te worden, kan gezegde Alge-
meene Raad een aanvullend pensioen
verleenen, hetwelk evenveel be-
draagt als het verschil tusschen het
pensioen, dat zij wegens de afschaf-
fing van hun ambt zouden bekomen,
en het bedrag hunner jaarwedde op
den 1^{en} Januari van het jaar, waarin
deze wet van kracht wordt.

Ingeval zij bij eene plaatselijke
pensioenkas voor weduwen en wee-

et orphelins, ils pourront y continuer leurs versements sur la base du traitement dont ils jouissaient au moment de leur mise à la retraite.

zen zijn aangesloten, zullen zij daarin verder kunnen bijdragen op den grondslag der jaarwedde, die hun bij het op pensioen stellen was toegekend.

Xavier DE BUE.

Fernand COCQ.

H. CARTON DE WIART.

Maurice CRICK.

F. BRUGMANN.



(N^o 216.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 APRIL 1920.

Wetsvoorstel tot inrichting van het metropolitaansch district van Brussel.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij aan het Parlement onderwerpen, is de vrucht van de beraadslagingen eener intercommunale commissie, welke op het initiatief van den gemeenteraad van Sint-Gillis werd ingesteld en waarin al de gemeenten van de Brusselsche agglomeratie door drie afgevaardigden vertegenwoordigd waren.

Wat dit ontwerp kenmerkt, wat het onderscheidt van de voorstellen welke sedert 1853 achtereenvolgens onderworpen werden aan het Parlement of althans aan de volksmeening, is het feit, dat het ingegeven is niet door het plaatselijk belang van dit of gene gedeelte der agglomeratie, maar wel door de gemeenschappelijke belangen van geheel den omvangrijken stedelijken kring, die de 16 gemeenten omvat, waarvan de burgemeesters op gezette tijden half-ambtelijke vergaderingen houden.

Dit kon niet anders, vermits de vergadering, welke het voorbereidde, vertegenwoordigers heeft in al de voorstad-gemeenten, in de rijkste zoowel als in de armste, in de gemeenten welker geheel bebouwd grondgebied even bevolkt is als de hoofdstad, zoowel als in die, waar nog uitgestrekte gronden liggen, die wachten op gebouwen of zelfs nog voor langen tijd aan den landbouw zullen besteed worden.

* * *

Tot nog toe was er schier geen sprake van de bestuursinrichting der agglomeratie, doch enkel van de aanhechting der voorsteden aan de stad Brussel.

De vereeniging van gansch de agglomeratie tot eene enkele gemeente schijnt een gevaar te moeten zijn voor de zelfstandigheid der gemeenten. Bezwaarlijk begrijpt men, dat om 't even welke Regeering erin toestemme, aan den magistraat van eene hoofdstad met schier een miljoen inwoners

(1/7 van geheel de bevolking van het land) de uitgestrekte bevoegdheden te laten, welke, in overeenstemming met 's Lands traditie, aan de gemeente-overheid zijn toegekend. Wij zouden, onder dezen of genen vorm, de aanstelling te duchten hebben van een politiepfeect, ambtenaar van den Staat, die het door de stad verkozen bestuur onder voogdij houden zou.

Wij kunnen ons dus niet aansluiten bij de gedachte, waardoor tot eene enkele gemeente worden vereenigd de zestien gemeenten, die heden ten dage de agglomeratie uitmaken en waarbij eerlang nog andere gemeenten, welke zich reeds nevens de stedelijke hoofdgroep ontwikkelen, zullen worden gevoegd.

Wij zijn echter getroffen door het feit dat er sedert enkele jaren, steeds meer intercommunale instellingen met bijzondere doeleinden tot stand komen, welke instellingen door afgevaardigden van de verscheidene plaatselijke besturen in onderling overleg worden beheerd zoo goed mogelijk in ieders belang.

* * *

Deze beschouwingen hebben er ons toe gebracht, de aanneming voor te staan van een federatief stelsel in den aard van dat der stad Londen, waar men van de centralisatie heeft afgezien om 28 zelfstandige gemeenten op te richten, waarboven staat een Gemeene Raad, belast met de behandeling der gemeenschappelijke belangen.

Wij stellen vast dat, benevens de vraagstukken van gemeentelijk belang, welke zich in de gemeenten der Brusselsche agglomeratie voordoen evenals in de overige gemeenten van het land, eene reeks vraagstukken van intercommunaal belang, waarvoor in onze wetten geen bestuursinstelling is voorzien, te berde kwam wegens de belending van de bebouwde grondgebieden, het gemeenschappelijk sociaal, economisch en intellectueel leven en de overeenstemmende behoeften.

Deze instelling brengen wij tot stand in den vorm van een Metropoli-taanschen Raad, samengesteld uit afgevaardigden van de Gemeenteraden en zelf optredende als een Gemeenteraad die gemeenschappelijk is voor de agglomeratie, doch alleen voor intercommunale zaken bevoegd is.

Wij laten toe dat, zoo het nuttig wordt geacht, het gebied van zijne bedrijvigheid uitgebreid worde door middel van achtereenvolgende opdrachten van de gemeenteraden, en wij zien de mogelijkheid te ontmoet om den zelf-zuchtigen weerstand van eene particularistische minderheid te overwinnen.

Als geldmiddelen bezorgen wij aan deze instelling bijdragen, door de verschillende gemeenten te betalen in verhouding tot hun vermogen, m. a. w. tot wat zij als belastingen kunnen opbrengen; aldus vestigen wij, voor al wat gemeenschappelijk belang is, de economische samenhoorigheid der vereenigde gemeenten en verplichten wij de rijkste meer te betalen dan de arme. Daarenboven laten wij den Metropolitanschen Raad vrij, zich desnoods rechtstreeks geldmiddelen te verschaffen door het innen van bijzondere heffingen.

Wij voorzien de wijze van regeling van mogelijke geschillen, hetzij onder de gemeenten, hetzij tusschen de centrale instelling en eene gemeente.

Ten slotte, zien wij de toekomst te gemoet : de uitbreiding van de stedelijke agglomeratie heeft nog geen eind genomen. Eerlang zullen andere aangrenzende gemeenten van het district zich op hunne beurt bij het stads-gedeelte voegen. Om aan deze toe te laten deel te nemen in het stadsleven, zal het niet noodig zijn gansch het wetgevend tuig in werking te brengen, vermits er geen sprake zal zijn van grenswijziging ; zoo het district en de naburige gemeente het eens zijn, zal een eenvoudig koninklijk besluit volstaan om deze overeenkomst te bekrachtigen en de nieuwe voorstad in den metropolitaanschen kring op te nemen.

De door ons ontworpen tekst schijnt ons toe, deze hoofdzakelijke eigenschap te bezitten : hij brengt eene instelling tot stand, die lenig is, die verbeterd en ontwikkeld kan worden en toelaat het vraagstuk, dat niet enkel te Brussel maar in tal van Belgische steden wordt gesteld, voorgoed op te lossen.

Zijn wij ten onrechte beducht voor eene al te volleedige centralisatie, wondt door de ervaring vastgesteld dat het bestuur der bureelen niet slechter is dan dat der gekozen raden, worden de buiten liggende wijken niet te veel veronachtzaamd, ontstaat er in het kiezerskorps eene merkelijke strooming naar de bestuurseenheid en legt zij haar wil aan de gekozenen op, dan ligt de baan open. Achtereenvolgens zullen de bevoegheden van de Gemeenteraden tot den Districtsraad overgaan, en de rol der eersten zal weldra worden beperkt tot die van kiescolleges van den tweeden graad welke, zoo het noodig wordt geacht, zullen wegvallen.

Stelt men echter vast, dat vele zaken ter plaatse moeten worden beheerd en bestuurd, bevindt men zelfs dat, practischerwijs, aan de plaatselijke Raden de zorg moet worden toevertrouwd om, in de verschillende richtingen, de algemeene door den Districtsraad genomen schikkingen te doen toepassen, dan zal men het als een heilzaam feit aanzien, eene eeuwenoude inrichting niet te hebben weggeruimd, die de grootheid der Belgische gemeenten heeft uitgemaakt, die in onze geschiedenis eene rol van allereerste belang heeft gespeeld en die, nog in de jongste tijden, gedurende den wereldoorlog, aan onze bevolking, verpletterd onder het juk van den bezetter, de middelen tot vaderlandlievendend weerstand heeft verschaft, waardoor de bevolking de fiere houding kon aannemen, waarmede ons terecht geluk wordt gewenscht.

XAVIER DE BUE.

(4)

PROPOSITION DE LOI

organisant le district métropolitain
de Bruxelles.

CHAPITRE PREMIER.

Constitution et organisation.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Anderlecht, Auderghem, Bruxelles, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Lambert forment, à dater de la mise en vigueur de la présente loi, le district métropolitain de Bruxelles.

D'autres communes, limitrophes à celles qui constituent le district, pourront y être incorporées par arrêté royal pris de l'avis conforme du conseil communal de la commune en cause et du conseil métropolitain du district.

ART. 2.

Le conseil du district a le titre de conseil métropolitain. Il est composé des délégués choisis dans leur sein par les conseils communaux des communes du district, proportionnellement à la population de celles-ci, telle qu'elle est déterminée par le dernier recensement décennal.

Il y aura un délégué par 15,000 habitants ou par fraction supérieure à 7,500.

WETSVOORSTEL

tot inrichting van het metropolitaansch
district van Brussel.

EERSTE HOOFDSTUK.

Oprichting en inrichting.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeenten Anderlecht, Auderghem, Brussel, Etterbeek, Vorst, Elsene, Sint-Pieters-Jette, Koekelberg, Laken, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Noode, Schaerbeek, Ukkel, Watermael-Boschvoorde en Sint-Lambrechts-Woluwe maken, vanaf het in werking treden dezer wet, het metropolitaansch district van Brussel uit.

Andere gemeenten, grenzende aan die welke het district uitmaken, kunnen met deze vereenigd worden bij koninklijk besluit genomen op censluidend advies van den gemeenteraad der betrokken gemeente en van den metropolitaanschen districtsraad.

ART. 2.

De districtsraad draagt den naam van metropolitaanschen raad. Hij is samengesteld uit afgevaardigden, gekozen door de gemeenteraden der gemeenten van het district onder hunne leden, in verhouding tot hare bevolking vastgesteld bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling.

Er is één afgevaardigde per 15,000 inwoners of per breuk van meer dan 7,500.

Toute commune a droit à un délégué au moins.

La durée du mandat des délégués au conseil métropolitain est la moitié de la durée du mandat du conseiller communal.

Les délégués du conseil métropolitain ont des suppléants.

ART. 3.

Les élections pour la constitution du conseil métropolitain ont lieu le second dimanche qui suit l'entrée en fonction des conseils communaux, totalement ou partiellement renouvelés.

Les dispositions du Code électoral relatives à la représentation proportionnelle et à l'appareillement des listes et des candidatures isolées pour les élections législatives sont applicables aux élections du Conseil métropolitain.

Un arrêté royal réglera les détails d'organisation des élections. Il suivra, autant que faire se peut, les dispositions du Code électoral.

ART. 4.

Le Bourgmestre de Bruxelles préside de droit le Conseil métropolitain; il prend le titre de premier bourgmestre. Il n'a voix délibérative que s'il est élu comme délégué. Le Conseil métropolitain nomme, suivant les règles de la loi communale, des échevins qui prennent le titre d'échevins du district. Le nombre des échevins est fixé par arrêté royal; il ne peut être inférieur à cinq.

Elke gemeente heeft recht op ten minste éénen afgevaardigde.

De duur van het mandaat der afgevaardigden bij den metropolitaanschen raad bedraagt de helft van den duur van het mandaat van gemeenteraadslid.

De afgevaardigden bij den metropolitaanschen raad hebben plaatsvervangers.

ART. 3.

Tot de verkiezingen voor het aanstellen van den metropolitaanschen raad wordt overgegaan op den tweeden Zondag na het in bediening treden van de geheel of gedeeltelijk herkozen gemeenteraden.

De bepalingen van het Kieswetboek betreffende de evenredige vertegenwoordiging en de groepeerings der lijsten en afzonderlijke candidaturen voor de Kamerverkiezingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor den metropolitaanschen raad.

Een koninklijk besluit regelt de wijzen waarop de verkiezingen plaats hebben. Het past, zooveel mogelijk, de bepalingen van het Kieswetboek toe.

ART. 4.

De burgemeester van Brussel is van rechtswege voorzitter van den metropolitaanschen raad; hij draagt den naam van eersten burgemeester. Hij heeft alleen dan beraadslagende stem wanneer hij als afgevaardigde verkozen is. De metropolitaansche raad benoemt, overeenkomstig de voorschriften van de gemeentewet, schepenen die den naam dragen van schepenen van het district. Het

Le Conseil métropolitain nomme un secrétaire du district.

Le premier Bourgmestre, les Echevins du district et le secrétaire du district forment le Collège du district qui exerce, en ce qui concerne les attributions du Conseil métropolitain, les mêmes fonctions que les Collèges échevinaux des communes.

ART. 5.

Les dispositions des articles 60 à 74 inclus de la loi communale sont applicables aux réunions du conseil métropolitain.

CHAPITRE II.

Attributions.

ART. 6.

Le Conseil métropolitain a pour attributions essentielles :

1^o La gestion des régies et des services publics des distributions d'eau, de gaz et d'électricité;

2^o La bienfaisance publique;

3^o Les travaux publics qui s'étendent sur le territoire de plusieurs communes du district;

4^o L'organisation d'un service de secours en cas d'incendie ou de sinistre;

5^o Tout ce qui est relatif à l'administration du port de Bruxelles, y compris les règlements de police;

getal schepenen wordt bij koninklijk besluit bepaald; er moeten ten minste vijf schepenen zijn.

De metropolitaansche raad benoemt eenen secretaris van het district.

De eerste burgemeester, de schepenen en de secretaris van het district maken het college van het district uit; dit college is, ten aanzien van de bevoegdheden van den metropolitaanschen raad, belast met dezelfde werkzaamheden als de schepencolleges van de gemeenten.

ART. 5.

De bepalingen van de artikelen 60 tot en met 74 der gemeentewet zijn van toepassing op de vergaderingen van den metropolitaanschen raad.

HOOFDSTUK II.

Bevoegdheden.

ART. 6.

Tot de hoofdzakelijke bevoegdheden van den metropolitaanschen raad behooren :

1^o Het beheer der gemeentebedrijven en der openbare diensten van water-, gas- en electriciteitsvoorziening;

2^o De openbare weldadigheid;

3^o De openbare werken die zich uitstrekken tot het grondgebied van verscheidene gemeenten van het district;

4^o De inrichting van een dienst voor hulp bij brand of bij ongevallen;

5^o Al wat betreft het beheer der haven van Brussel met inbegrip van de bijzondere politiereglementen;

6° Les règlements de police en matière de salubrité publique ;

7° L'administration des bâtiments affectés à des services qui s'étendent à plusieurs communes du district ;

8° Tout ce qui est relatif à l'organisation des transports en commun.

ART. 7.

Il peut être ajouté à ces attributions tous autres objets de la compétence des Conseils communaux, pourvu qu'il en soit décidé ainsi par les $\frac{2}{3}$ des Conseils communaux du district, représentant les $\frac{3}{4}$ de la population.

Des majorités égales peuvent restituer à la compétence des Conseils communaux des objets antérieurement confiés à la compétence du Conseil métropolitain.

ART. 8.

Le Conseil métropolitain statue par voie de dispositions réglementaires sur tous objets de sa compétence.

ART. 9.

Le Conseil métropolitain désigne son receveur général, ainsi que les chefs de service. Tous les autres fonctionnaires ou employés du district sont nommés par le Collège du district qui exerce le pouvoir disciplinaire dans les conditions prévues par la loi communale et qui a le droit de suspension et de révocation.

6° De politiereglementen in zake volksgezondheid ;

7° Het beheer van de gebouwen gebruikt voor diensten, die verscheidene gemeenten van het district omvatten ;

8° Al wat betreft de regeling van het gemeenschappelijk vervoer.

ART. 7.

Bij die bevoegdheden kunnen alle andere zaken gevoegd worden, welke tot de bevoegdheid der gemeenteraden behooren, mits aldus beslist wordt door twee derden van de gemeenteraden van het district, die drie vierden van de bevolking vertegenwoordigen.

Voor zaken, waarvoor vroeger bevoegdheid werd gegeven aan den metropolitaanschen raad, kan, op gelijke wijzen, opnieuw bevoegdheid gegeven worden aan de gemeenteraden.

ART. 8.

De metropolitaansche raad beslist, bij wijze van reglementsbepalingen, over alle zaken die tot zijne bevoegdheid behooren.

ART. 9.

De Metropolitaansche Raad benoemt zijnen algemeenen ontvanger, alsmede de dienstoversten. Al de overige ambtenaren of bedienden van het district worden benoemd door het college van het district, dat met de tuchtregeling is belast op de wijzen, voorzien bij de gemeentewet, en het recht van schorsing of van afzetting heeft.

ART. 10.

Le Conseil métropolitain peut faire des réglemens de police ; il en assure le respect par les mêmes sanctions pénales que les Conseils communaux. En cas d'opposition entre un règlement de police local et un règlement de police métropolitain, ce dernier est seul applicable.

La compétence des agents de la police des différentes communes du district s'étend à toute l'étendue de celui-ci.

ART. 11.

Le Conseil métropolitain organise un service de secours en cas d'incendie ou de sinistre.

La direction de ce service appartient au premier bourgmestre.

Les officiers du corps de pompiers armés sont nommés par le Roi sur triple liste de candidats désignés par le Collège du district.

ART. 12.

Le Conseil du district peut établir des services spéciaux et des régies industrielles. Chacun de ces services doit constituer une administration ne se confondant pas avec l'administration générale, avoir son budget et ses comptes séparés. La comptabilité de ces services est établie suivant les règles de la comptabilité commerciale ; il est dressé à la fin de chaque année un bilan et un compte de profits et pertes pour chaque service dans lesquels sont portés les charges de la dette et les amortissemens industriels nécessaires.

ART. 10.

De metropolitaansche raad kan politiereglementen maken ; hij doet deze naleven door dezelfde strafbepalingen als de gemeenteraden. Is er tegenspraak tusschen een plaatselijk politiereglement en een metropolitaansch politiereglement, dan is alleen dit laatste van toepassing.

De bevoegdheid van de politieagenten der verscheidene gemeenten van het district strekt zich tot geheel het gebied daarvan uit.

ART. 11.

De metropolitaansche raad richt een dienst in voor hulp bij brand of bij ongevallen.

De leiding van dezen dienst is aan den eersten burgemeester opgedragen.

De officieren van het korps der gewapende pompiers worden door den Koning benoemd uit eene lijst van drie kandidaten aangewezen door het college van het district

ART. 12.

De districtsraad kan bijzondere diensten en nijverheidsbedrijven tot stand brengen. Elke van die diensten moet een bestuur uitmaken, dat van het algemeen bestuur is gescheiden, en zijne eigen begrootingen en rekeningen hebben. Van deze diensten wordt boek gehouden volgens de voorschriften der handelsboekhouding ; op het einde van elk jaar worden, voor elken dienst, eene balans en eene winst- en verliesrekening opgemaakt, waarin zijn opgenomen de lasten der schuld en de noodige industriele afschrijvingen.

Le solde net seul des comptes des services spéciaux est porté au budget général.

Les chefs des services spéciaux sont nommés par le Conseil métropolitain sur une liste double de candidats dressée par le Collège du district.

La haute direction des services spéciaux appartient au Collège du district et spécialement à un ou plusieurs de ses membres désignés par ledit Collège.

Le Conseil métropolitain nomme pour chaque service spécial une commission de surveillance et de contrôle composée de six membres et présidée par un des membres du Collège du district désigné par celui-ci.

Ces membres sont nommés pour un an.

Les services spéciaux métropolitains ne peuvent porter atteinte aux droits acquis appartenant aux communes du ressort du district qui exploitent des services semblables.

Le district peut reprendre les services communaux existants, de commun accord avec les communes intéressées; à défaut d'accord, les conditions de la reprise sont fixées par la Députation permanente du Conseil provincial, sauf recours au Roi.

ART. 13.

Le Conseil Métropolitain peut créer des établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement technique spécialisés.

Alleen het zuiver saldo van de rekeningen der bijzondere diensten wordt in de algemeene begrooting opgenomen.

De hoofden van de bijzondere diensten worden door den metropolitaanschen raad benoemd uit eene lijst van twee kandidaten, opge maakt door het college van het district.

De hooge leiding van de bijzondere diensten wordt toevertrouwd aan het college van het district en bijzonder aan een of meer zijner leden, door gezegd college aange wezen.

De metropolitaansche raad be noemt voor elken bijzonderen dienst eene commissie van toezicht en con trôle, bestaande uit zes leden en voorgezeten door een der leden van het college van het district, door dit college aangewezen.

Die leden worden benoemd voor een jaar.

De metropolitaansche bijzondere diensten mogen de verworven rechten niet schaden van de ge meenten van het districtsgebied, die soortgelijke diensten in bedrijf nemen.

Het district kan de bestaande ge meentendiensten overnemen in onder ling overleg met de betrokken ge meenten; is men het niet eens, dan worden de voorwaarden der over neming bepaald door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, behoudens beroep bij den Koning.

ART. 13.

De metropolitaansche raad kan instellingen van hooger onderwijs en technisch onderwijs voor bijzon dere vakken tot stand brengen.

ART. 14.

Le Conseil métropolitain a, en ce qui concerne les travaux intéressant plusieurs communes du district, la compétence attribuée au conseil provincial par l'art. 79 de la loi provinciale.

CHAPITRE III**Des finances.****ART. 15.**

Le Conseil Métropolitain vote son budget des recettes et des dépenses et approuve le compte de gestion.

Il inscrit à son budget les contributions matriculaires des communes du district déterminées comme il est dit ci-après.

ART. 16.

Les dépenses des services qui intéressent toutes les communes du district sont supportées par elles proportionnellement à leurs ressources.

Le Conseil Métropolitain détermine le montant annuel des contributions matriculaires.

ART. 17.

Les ressources des communes, au point de vue de la fixation des contributions matriculaires, sont déterminées par le montant des contributions directes au profit de l'État et de la province, dues pour l'exercice budgétaire antérieur par l'ensemble des habitants de la commune.

ART. 14.

In zake werken, die verscheidene gemeenten van het district aangehen, wordt aan den metropolitaanschen raad de bevoegdheid gegeven, welke door artikel 79 van de provinciale wet aan den Provincialen Raad is toegekend.

HOOFDSTUK III.**Financiën.****ART. 15.**

De metropolitaansche raad stelt zijne begrooting der ontvangsten en uitgaven vast en keurt de rekening van beheer goed.

In zijne begrooting neemt hij de matriculaire bijdragen der gemeenten van het district op, zooals die hierna zijn bepaald.

ART. 16.

De uitgaven van de diensten, die al de gemeenten van het district aangehen, worden door haar gedragen naar evenredigheid van hunne geldmiddelen.

De metropolitaansche raad stelt het jaarlijksch bedrag van de matriculaire bedragen vast.

ART. 17.

De geldmiddelen der gemeenten, ten aanzien van de bepaling der matriculaire bijdragen worden, vastgesteld door het bedrag van de rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat en van de provincie, door de inwoners der gemeente gezamenlijk verschuldigd voor het vorig begrootingsjaar.

ART. 18.

La commune qui n'admet pas sa contribution matriculaire a recours à la Députation permanente et au Roi.

Le Conseil Métropolitain a recours au Roi contre la décision de la Députation permanente.

ART. 19.

Les contributions matriculaires constituent, pour les communes du district, des dépenses obligatoires qui peuvent, éventuellement, être portées d'office au budget communal par la Députation permanente.

ART. 20.

Le Conseil métropolitain peut établir des impôts et des taxes, sous l'approbation de la Députation permanente et du Roi, suivant les distinctions établies par la loi communale.

ART. 21.

Le Conseil métropolitain peut contracter, dans les mêmes conditions que les communes, des emprunts destinés soit à l'organisation de services publics communaux, soit à l'exécution des travaux publics.

Il porte à son budget ordinaire les sommes nécessaires au paiement de l'intérêt et à l'amortissement des dits emprunts.

Toutefois, lorsque le Conseil métropolitain exécute des travaux qui n'intéressent que quelques-unes des

ART. 18.

De gemeente, die geen vrede heeft met hare matriculaire bijdrage, kan in beroep komen bij de Bestendige Deputatie en bij den Koning.

De metropolitaansche raad kan bij den Koning in beroep komen van de beslissing der Bestendige Deputatie.

ART. 19.

De matriculaire bijdragen zijn, voor de gemeenten van het district, verplichte uitgaven, welke, bij voorkomend geval, van rechtswege op de gemeentebegrooting kunnen worden gebracht door de Bestendige Deputatie.

ART. 20.

De metropolitaansche raad kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie en den Koning, belastingen en heffingen vestigen volgens de onderscheidingen gemaakt door de gemeentewet.

ART. 21.

De metropolitaansche raad kan, onder dezelfde voorwaarden als de gemeenten, leeningen aangaan, die moeten dienen hetzij om openbare gemeentediensten in te richten, hetzij om openbare werken uit te voeren.

In zijne gewone begrooting voorziet hij de noodige sommen om den intrest dier leeningen te betalen en om ze af te lossen.

Echter kan de metropolitaansche raad, wanneer hij werken uitvoert, die slechts enkele gemeenten van

communes du district, il peut répartir tout ou partie de la charge des emprunts nécessaires entre les seules communes intéressées, sauf leur recours à la Députation permanente et au Roi.

ART. 22.

Les budgets et les comptes du district sont soumis à l'approbation de la Députation permanente.

CHAPITRE IV.

Relations avec les autres corps administratifs.

ART. 23.

Le Conseil métropolitain statue, sauf recours à la Députation permanente et au Roi, sur les conflits et contestations existant entre les communes du district. Il peut évoquer d'office le jugement de ces conflits et contestations.

ART. 24.

Tout conflit d'attribution entre le district métropolitain et les communes est tranché par la Députation permanente, sauf recours au Roi.

CHAPITRE V.

Établissements publics métropolitains.

ART. 25.

Le Conseil métropolitain constitue un Conseil général des Hospices et secours pour le district.

het district aanbelangen, den last van de noodige leeningen geheel of gedeeltelijk verdeelen onder de eenige betrokken gemeenten, behoudens beroep van deze bij de Bestendige Deputatie en bij den Koning.

ART. 22.

De begrootingen en de rekeningen van het district worden onderworpen aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie.

HOOFDSTUK IV.

Betrekkingen met de andere bestuursinstellingen.

ART. 23.

De metropolitaansche raad beslist, behoudens beroep bij de Bestendige Deputatie en den Koning, over de geschillen en betwistingen tusschen de gemeenten van het district. Hij kan het berechten van die geschillen en betwistingen van ambtswege aan zich trekken.

ART. 24.

Over een geschil omtrent de bevoegdheid tusschen het metropolitaansch district en de gemeenten wordt door de Bestendige Deputatie uitspraak gedaan behoudens beroep bij den Koning.

HOOFDSTUK V.

Metropolitaansche openbare instellingen.

ART. 25.

De metropolitaansche raad richt een Algemeenen Raad der Godshuizen en Ouderstandsinstellingen op.

Tous les bureaux de bienfaisance et toutes les commissions des Hospices des communes du district sont dissous et leurs biens sont attribués au Conseil général du district.

Les membres du conseil général sont élus par le conseil métropolitain sur deux listes doubles présentées, l'une par le Conseil général, l'autre par le Collège du district. Lors de la première nomination, les candidats doivent être choisis parmi les membres des conseils des Hospices et des Bureaux de bienfaisance dissous.

ART. 26.

La surveillance du conseil général des Hospices et secours du district appartient au collège du district.

ART. 27.

Il doit être créé, dans chacune des communes du district, au moins un comité de bienfaisance composé de notables.

CHAPITRE VI.

Dispositions générales et transitoires

ART. 28.

Toutes les dispositions de la loi communale auxquelles il n'est pas

Al de bureelen van weldadigheid en al de commissiën van de Godshuizen der gemeenten van het district worden ontbonden en hunne goederen worden aan den algemeenen Raad van het district toegekend.

De leden van den Algemeenen raad worden door den metropolitaanschen raad benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten elk, voorgedragen, de eene, door den algemeenen raad en, de tweede, door het college van het district. Bij de eerste benoeming moeten de kandidaten gekozen worden onder de leden van de commissiën der Godshuizen en van de Bureelen van Weldadigheid.

ART. 26.

Het toezicht op den algemeenen raad der Godshuizen en Onderstandsinstellingen van het district wordt door het College van het district uitgeoefend.

ART. 27.

In elke gemeente van het district moet ten minste één weldadigheidscomiteit tot stand gebracht worden; dit comiteit bestaat uit mannen van aanzien.

HOOFDSTUK VI.

Algemeene bepalingen en overgangsbepalingen.

ART. 28.

Al de bepalingen van de gemeentewet, waarvan niet uitdrukkelijk

expressément dérogé par la présente loi, sont applicables au district métropolitain.

ART. 29.

Tout règlement administratif local existant restera exécutoire jusqu'à la mise en vigueur d'un règlement métropolitain qui l'abroge.

ART. 30.

Les fonctionnaires, employés et agents des anciens bureaux de bienfaisance et administrations des hospices civils pourront, à leur choix, en raison de la suppression de leur emploi, bénéficier des lois et règlements qui régissent leurs droits à une pension de retraite ou obtenir du conseil général des hospices et secours un emploi équivalent en ce qui regarde le traitement et les avantages y attachés, à celui qu'ils occupaient.

Ledit conseil général aura la faculté d'accorder à ceux de ces agents qui auraient au moins 50 ans d'âge et 15 ans de service et qui auraient opté pour la mise à la retraite, un supplément de pension équivalent à la différence entre la pension de retraite qu'ils auraient obtenue en raison de la suppression de leur emploi et le montant de leur traitement au 1^{er} janvier de l'année de la mise en vigueur de la présente loi.

En cas d'affiliation à une caisse locale de pensions en faveur des veuves

wordt afgeweken door deze wet, zijn van toepassing op het metropoli-
taansch district.

ART. 29.

Elk bestaande plaatselijk bestuursreglement blijft van kracht tot het in werking treden van een metropoli-
taansch reglement, waardoor het wordt ingetrokken.

ART. 30.

Wegens de afschaffing van hun ambt kunnen de ambtenaren, bedienden en agenten van de vroegere bureelen van weldadigheid en besturen der Burgerlijke Godshuizen, naar zij verkiezen, ofwel aanspraak maken op de wetten en reglementen, die hunne rechten op pensioen beheerschen, ofwel van den algemeenen raad der Godshuizen en Onderstandsinstellingen eene betrekking bekomen, welke, wat de daaraan verbonden jaarwedde en verdiensten betreft, gelijkstaat met het door hen bekleede ambt.

Aan diegenen der agenten, die ten minste 50 jaar oud mochten zijn, ten minste 15 jaren dienst tellen en mochten verkiezen op pensioen gesteld te worden, kan gezegde Algemeene Raad een aanvullend pensioen verleenen, hetwelk evenveel bedraagt als het verschil tusschen het pensioen, dat zij wegens de afschaffing van hun ambt zouden bekomen, en het bedrag hunner jaarwedde op den 1^{en} Januari van het jaar, waarin deze wet van kracht wordt.

Ingeval zij bij eene plaatselijke pensioenkas voor weduwen en wee-

et orphelins, ils pourront y continuer leurs versements sur la base du traitement dont ils jouissaient au moment de leur mise à la retraite.

zen zijn aangesloten, zullen zij daarin verder kunnen bijdragen op den grondslag der jaarwedde, die hun bij het op pensioen stellen was toegekend.

Xavier DE BUR.

Fernand COCQ.

H. CARTON DE WIART.

Maurice CRICK.

F. BRUGMANN.

